



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 910

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Henri Emmanuelli.

M. Henri Emmanuelli. Monsieur le Premier ministre, M. Devedjian vient d'expliquer à M. Rousset que l'on allait clarifier les compétences des collectivités locales. Moyennant quoi, non seulement M. Bussereau leur demande de participer au financement des voies à grande vitesse à la place de l'État mais M. Devedjian lui-même exigent qu'elles accélèrent leurs investissements. Nous sommes vraiment chez papa Ubu ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mais ce n'est pas l'objet de ma question, qui consiste tout d'abord à vous rappeler que le pouvoir d'achat du salaire médian dans ce pays n'a pratiquement pas augmenté depuis 2003. Imaginez dans ce contexte la stupeur et l'étonnement de nos concitoyens qui, chaque jour, entendent des annonces au sujet de centaines de milliards d'euros alloués aux acteurs de la société financière ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Deflesselles. Démago !

M. Henri Emmanuelli. Nous sommes nombreux ici à savoir, hélas, que ces annonces ne correspondent en rien à la réalité, discordance que confirme la réponse qui vient d'être faite à Alain Rousset.

M. Richard Mallié. C'est votre réalité !

M. Henri Emmanuelli. La vérité est que, sur les prétendus 26 milliards d'euros de votre plan de relance - qui se résume en réalité à des mesures de trésorerie destinées aux entreprises -, moins d'un milliard est affecté à ce qui devrait en être le second volet, à savoir la consommation, la demande et le pouvoir d'achat.

Ma question est donc simple : comptez-vous, après avoir fait mine de traiter l'important problème de l'investissement, mettre en place un second plan pour traiter le pouvoir d'achat, la demande et la consommation ?

Car, si l'on retranche de votre milliard les 200 millions pour la voiture et les 760 millions du RSA, il ne reste rien ! Sans compter que le RSA ne rentre en vigueur qu'en avril et que, d'ici là, il n'y aura qu'à danser devant le buffet vide ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Allez-vous donner un coup de pouce au SMIC et l'élargir à l'ensemble des branches ?

M. Georges Tron. Qui a augmenté le SMIC de 20 %

M. Henri Emmanuelli. Allez-vous subordonner les allègements de charges sociales à des hausses réelles de salaires ? Allez-vous traiter le problème de la fiscalité indirecte ? Bref, allez-vous vous préoccuper des millions de Françaises et de Français qui attendent de vous une réforme essentielle, alors qu'une fois de plus, le Président de la République s'est contenté de promettre 175 milliards supplémentaires aux banques ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur Emmanuelli, au moment où les Français attendent, dans des difficultés économiques majeures, que les parlementaires débattent de manière constructive et fassent des propositions, votre sens de la nuance fait plaisir à l'ensemble des députés ici présents. En effet, permettez-moi de vous dire, monsieur l'ancien ministre du budget, qu'opposer systématiquement l'investissement et la consommation dans le plan de relance est absurde.

M. Jérôme Lambert et M. Jean-Louis Bianco. Il ne les a pas opposés !

M. Jean-Pierre Kucheida. Ce n'est pas ce qu'il a dit. Achetez-vous un sonotone !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. C'est absurde parce que, dans ce plan de relance, l'investissement est ce qui va permettre la création d'emplois. Or quelle meilleure garantie que la création d'emplois pour le maintien du pouvoir d'achat de nos concitoyens ?

C'est en construisant en parallèle quatre lignes de TGV que nous créerons de l'emploi dans le bâtiment et les travaux publics et que nous maintiendrons le pouvoir d'achat des salariés du secteur.

M. Arnaud Montebourg. Avec quel argent ?

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. C'est ensuite absurde, monsieur Emmanuelli, parce que nous ne vous avons pas attendu pour prendre un certain nombre de mesures fortes en faveur du pouvoir d'achat des moins favorisés (*" Heureusement ! " sur les bancs du groupe UMP*), mesures sur lesquelles nous aurions aimé obtenir votre soutien.

Ainsi, nous n'avons pas eu votre soutien sur la mise en place du revenu de solidarité active, qui est une vraie réponse en matière de pouvoir d'achat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Nous n'avons pas eu votre soutien sur la mise en place du tarif social du gaz ou sur le doublement de la prime à la cuve.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Nous n'avons pas eu votre soutien sur les dispositions proposées par le Premier ministre en matière de revalorisation des minima sociaux, par exemple du minimum vieillesse, mesure forte en faveur du pouvoir d'achat.

Puisque nous sommes encore dans la période des vœux, je vous souhaite, monsieur Emmanuelli, une très bonne année.

M. Henri Emmanuelli. Et moi, je vous souhaite un sonotone !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Puisque c'est le moment des bonnes résolutions, permettez-moi une suggestion. Vous demandez des mesures en faveur du pouvoir d'achat, mais vous n'avez voté ni le RSA ni le plan de soutien aux banques qui a permis de soutenir le crédit à la consommation. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Maxime Gremetz. C'est faux !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Vous vous apprêtez à présent à ne pas voter le plan de relance présenté par le Gouvernement, alors qu'il contient la prime de solidarité active de 200 euros, qui sera versée à la fin du premier trimestre. La bonne résolution de début d'année serait que le parti socialiste mette enfin en concordance ses paroles et ses actes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Henri Emmanuelli](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 910

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 janvier 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 janvier 2009